

ACTION MITIGÉ DU GOUVERNEMENT

# LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL EST-IL INÉLUCTABLE ?

Page 4

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

**237 NOUVEAUX  
CAS  
ET 5 DÉCÈS**

Page 16

ISSN : 1112-7449

# MIDI

*L'info, rien que l'info*

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

*Libre*

N° 4167 | Mardi 5 janvier 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

MDN

**SAÏD BOUTEFLIKA  
TRANSFÉRÉ  
VERS LA PRISON  
D'EL-HARRACH**

Page 16

**SANTÉ, FINANCES, INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE...**

# LES NOUVELLES INSTRUCTIONS DE TEBBOUNE

Pages 2 et 3



CONSEIL DES MINISTRES

# Tebboune critique l'action des walis

*Tebboune a déclaré de pas être satisfait de la gestion de certains walis concernant les - zones d'ombres - (zones défavorisées) et appelé à faire la distinction entre les programmes de développement local.*

PAR LAKHDARI BRAHIM

Le Président Abdelmadjid Tebboune a dirigé, avant-hier dimanche 3 janvier 2021, le premier Conseil des ministres depuis son retour d'Allemagne, mardi 29 décembre 2020, après deux mois de soins. Le dernier Conseil des ministres remonte au 4 octobre 2020.

La réunion de ce début janvier a été consacrée à l'évaluation du bilan annuel de tous les secteurs ministériels. "L'évaluation de l'action ministérielle durant 2020 oscille entre positive et négative", a déclaré le chef de l'État, selon un communiqué rendu public par la présidence de la République.

Il a ordonné aux secteurs ayant un effet direct sur la vie quotidienne des citoyens de passer à la vitesse supérieure dès le



début de cette année, saluant l'effort fourni par certains ministères comme ceux de l'Industrie pharmaceutique et des Startups.

Tebboune a déclaré qu'il n'était pas satisfait de la gestion de certains walis à propos des "zones d'ombres" (zones défavorisées) et appelé à faire la distinction entre les programmes de développement local. Il a salué certaines initiatives qualifiées de "positives" relatives à l'approvisionnement en eau

et en gaz dans des régions frontalières. Le chef de l'État a prévenu contre les méthodes traditionnelles d'approvisionnement en eau ayant provoqué la mort d'enfants.

## Réviser le système bancaire

Pour le Président Tebboune, le "point noir" dans le secteur financier reste le système bancaire. Il a appelé à une révision de système "ce qui implique un travail d'inspection dans toutes les

banques, surtout concernant la transparence dans l'octroi des crédits".

Il a, selon la même source, donné des ordres pour accélérer la numérisation du secteur des Douanes pour "lutter contre la surfacturation" (dans les opérations d'import-export) et pour résorber les fonds existants dans le marché parallèle. Tebboune a insisté sur le projet d'autonomie de toutes les universités et sur l'idée de s'orienter vers "des partenariats fructueux" et des jumelages avec des universités étrangères. "Il faut augmenter la cadence de la coopération entre les universités nationales et leurs homologues étrangères avec l'adoption d'une approche ouverte permettant de transformer l'université en une véritable locomotive de l'économie nationale à travers l'innovation et la recherche scientifique appliquée", a-t-il plaidé.

Concernant le secteur de la culture, le président de la République a insisté sur la nécessité de dépasser rapidement la faiblesse constatée dans le domaine de l'industrie cinématographique algérienne. Une industrie qui, selon lui, ne "parvient pas à devenir une ressource économique pouvant créer des milliers de postes d'emplois et contribuer à la relance économique nationale".

L. B.

IMPORTATION DE BLÉ AVARIÉ

## Le président de la République ordonne l'ouverture d'une enquête

PAR RANIA NAILI

Le Président Abdelmadjid Tebboune a ordonné, lors du Conseil des ministres, réuni avant-hier, l'ouverture d'une enquête judiciaire sur l'affaire d'importation de quantités de blé impropre à la consommation de Lituanie. Le chef de l'État a également chargé le ministre des Finances de réaliser un audit comptable au sein de l'Office interprofessionnel des céréales (OaIC). Fin décembre 2020, le ministre de

l'Agriculture et du Développement rural Hamid Hamdani a estimé que les offices interprofessionnels ont échoué dans leur mission de "servir d'appui à la production et à la gestion des produits agricoles stratégiques. Ces offices se sont reconvertis en centrales d'achat", a-t-il déclaré à la Radio. Le 9 novembre 2020, l'OaIC a, pour rappel, importé 30.000 tonnes de blé tendre avarié de Lituanie par l'intermédiaire d'un fournisseur suisse. La marchandise a été renvoyée vers le pays d'exportation. L'OaIC a

accusé le fournisseur de n'avoir pas respecté ses engagements contractuels. "Les frais seront payés par le fournisseur étant donné que la marchandise livrée ne répond pas aux clauses du contrat signé par les deux parties", a précisé une source de l'OaIC au journal *Liberté*.

## Le DG de l'OaIC limogé

L'Office a indiqué avoir adopté "un nouveau cahier de charges qui a permis l'élargissement de la short-list" des four-

nisseurs de l'Algérie en céréales.

Le directeur général de l'OaIC, Abderrahmane Bouchahda, a été démis de ses fonctions en raison du scandale du blé importé de Lituanie et contenant des substances chimiques qualifiées de dangereuses. L'Algérie importe annuellement près de 6 millions de tonnes de blé tendre. La France demeure le principal fournisseur du pays. L'Algérie a montré ces derniers temps de l'intérêt pour le blé russe.

R. N.

## Texte intégral du communiqué du Conseil des ministres

Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, avant-hier dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'évaluation du bilan annuel de 2020 de différents secteurs ministériels, indique un communiqué de la présidence de la République, dont voici la traduction APS :

"Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé dimanche 19 djoumada el oula 1442, correspondant au 3 janvier 2021, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'évaluation du bilan annuel de 2020, de différents secteurs ministériels. Après l'ouverture de la séance, le Président Tebboune a exprimé ses vœux de prospérité pour l'Algérie et de réussite au staff gouvernemental. Pour le Président Tebboune, le bilan des

performances ministérielles pour 2020 est plutôt mitigé avec du positif et du négatif. Le Président Tebboune a, par la suite, donné la parole au Premier ministre, Abdelaziz Djerad pour présenter un exposé exhaustif sur le bilan des performances du gouvernement pour l'année écoulée. Le président de la République a donné des instructions à l'effet de relancer les secteurs ayant un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens, en passant à la vitesse supérieure à l'entame de l'année 2021, se félicitant du progrès tangible dans les secteurs vitaux tels que l'industrie pharmaceutique, les startups et le soutien à l'emploi de jeunes. Au terme de l'exposé du Premier ministre, le président de la République a donné les instructions suivantes :

### Secteur de l'Intérieur et des Collectivités locales

Le Président Tebboune a exprimé son

mécontentement de la gestion par certains walis des zones d'ombre, insistant sur l'impératif de faire la distinction entre les différents programmes de développement local, soulignant par là même certaines initiatives positives, tel l'approvisionnement en eau et en gaz par voie de réservoirs dans certaines régions frontalières. Le Président Tebboune a mis en garde contre la poursuite du phénomène d'approvisionnement en eau par les méthodes rudimentaires, une tragédie dont des enfants ont été victimes.

### Secteur des Finances

Le président de la République a affirmé que le secteur des Finances, en l'occurrence le système bancaire, doit être revu par un travail d'inspection au niveau de toutes les banques, notamment en ce qui concerne la transparence dans l'octroi de crédits.

Le Président Tebboune a également

ordonné l'accélération de la numérisation du secteur des Douanes afin de lutter contre la surfacturation et d'absorber les fonds circulant dans le marché parallèle.

### Secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

Le président de la République a mis l'accent sur l'impérative concrétisation de l'indépendance de chaque université et l'orientation vers un partenariat fructueux et un jumelage avec les universités étrangères.

Il a appelé, en outre, à l'intensification de la coopération entre les universités nationales et leurs homologues étrangères, à travers l'adoption d'une approche permettant d'ériger l'université en véritable locomotive pour l'économie nationale grâce à l'innovation et la recherche appliquée.

&gt;&gt;&gt;

OCTROI DE CRÉDITS  
BANCIARES  
**"De graves  
dérapages  
constatés" selon  
le ministre des  
Finances**

Le ministre des Finances, Aymen Benaderahmane, a évoqué les crédits bancaires pour admettre qu'il "y a eu de graves dérapages dans leur octroi", révélant que des équipes d'experts vont se déplacer dans les agences bancaires pour enquêter sur les conditions dans lesquelles ils sont accordés.

Invité au forum de la Radio nationale, le ministre a également annoncé des changements dans le secteur des banques, dont les lenteurs ont d'ailleurs été pointés avant-hier par le président de la République, lors du Conseil des ministres et promet une "implémentation des réformes".

A y m e n Benabderahmane a aussi parlé d'"encouragement des jeunes investisseurs, à travers des exonérations fiscales et un accompagnement de leurs projets sur le plan financier avec un souci de la transparence".

R. N.

SERVICES DES IMPÔTS ET DES DOUANES

# Le chef de l'État plaide pour une numérisation rapide



**Le président de la République a plaidé, lors du Conseil des ministres, réuni avant-hier dimanche 3 janvier 2021, pour "l'accélération" du processus de numérisation des services des Impôts, des Douanes et des Domaines.**

PAR CHAHINE ASTOUATI

**D**es secteurs qualifiés de "sensibles" ayant un importance économique. Cette numérisation permettra, selon le chef de l'État, aux pouvoirs publics de "disposer d'outils nécessaires pour la mise en place de leurs politiques et de les évaluer".

La direction générale des impôts (DGI) a lancé en novembre 2020 le système d'information "Jibaya'tic" dans ses structures au niveau de certaines wilayas comme Biskra, Béjaïa et Bouira.

Ce système permet aux contribuables, selon la DGI, d'accomplir leurs obligations fiscales. Lors du Conseil des

ministres, Tebboune a, selon un communiqué de la présidence de la République, souligné "l'importance de la mise en œuvre des objectifs du secteur de l'Industrie pharmaceutique « afin d'augmenter les capacités nationales de production de divers produits pharmaceutiques et réduire les importations à l'entame de l'année 2021".

### Exploiter les gisements de Ghar-Djebilet et de Oued-Amizour

Par ailleurs, le président de la République a plaidé pour la valorisation des ressources minières du pays. Il a mis l'accent sur l'importance d'entamer, "dans les plus brefs délais", l'exploitation effective de la mine de fer de Ghar-Djebilet (Tindouf) et du gisement de Zinc et de phosphate de Oued-Amizour (Béjaïa) ainsi que "la nécessité de parachever les procédures de lancement des grands projets structurels dans ce secteur".

Fin décembre 2020, Mohamed Arkab, ministre des Mines, a annoncé que la mine de "Ghar-Djebilet sera mise en

exploitation le premier trimestre 2021 avec un partenaire étranger. L'exploitation du gisement de Oued-Amizour reste conditionnée par les mesures de protection de l'environnement".

### Lancer une industrie navale

Tebboune a, selon le même communiqué, donné instructions au gouvernement à l'effet d'accorder toutes les facilitations nécessaires au lancement d'une industrie navale locale, "permettant de développer la flotte nationale et rehausser les capacités de production pour l'approvisionnement du marché".

Le gouvernement est chargé d'examiner le lancement de projets de partenariat dans le domaine de la pêche avec des opérateurs étrangers.

Enfin, le chef de l'État a appelé le gouvernement d'Abdelaziz Djerad à doubler d'efforts pour le renforcement des mécanismes dédiés à la femme au foyer, "à même de l'encourager à adhérer au processus de production nationale".

C. A.

>>>

### Secteur de la Culture

Le Président Tebboune a relevé l'impératif de pallier les lacunes enregistrées dans le domaine de l'industrie cinématographique qui n'a toujours pas atteint le stade de ressource économique, capable de générer des milliers de postes d'emploi permettant de contribuer à la relance de l'économie nationale.

### Secteur du Numérique et des Statistiques

Le président de la République a plaidé pour l'accélération du processus de numérisation des différents secteurs sensibles d'importance économique, notamment les impôts, les douanes et les domaines, et ce dans le souci de permettre aux autorités publiques de disposer d'outils nécessaires à la mise en place de ses politiques, à leur mise en œuvre et à leur évaluation.

### Secteur de la Solidarité nationale

Le Président Tebboune a appelé le Gouvernement à doubler d'efforts pour le renforcement des différents mécanismes dédiés à la femme au foyer, à même de l'encourager à adhérer au processus de production nationale.

### Secteur des Mines

Le président de la République a souligné la nécessité de poursuivre les efforts en vue de valoriser les ressources minières que recèle notre pays, mettant l'accent sur l'importance d'entamer, dans les plus brefs délais, l'exploitation effective de la mine de fer de Ghar-Djebilet et du gisement de zinc et de phosphate de Oued-Amizour ainsi que la nécessité de parachever les procédures de lancement des grands projets structurels dans ce secteur.

### Secteur de la Santé

Le Président Tebboune a souligné la nécessité de poursuivre les préparatifs nécessaires pour lancer, janvier courant, la campagne de vaccination contre la Covid-19, suivant une organisation sans faille.

### Secteur de la Pêche

Le président de la République a donné instructions à l'effet d'accorder toutes les facilitations nécessaires au lancement d'une industrie navale locale, permettant de développer la flotte nationale et rehausser les capacités de production pour l'approvisionnement du marché.

Il a chargé le gouvernement d'examiner le lancement de projets de partenariat dans le domaine de la pêche avec les différents partenaires de pays frères et amis.

### Secteur de l'Agriculture et du Développement rural

Le Président Tebboune a ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'affaire d'importation de blé avarié de Lituanie, et chargé le ministre des Finances de procéder à un audit au sein de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).

### Secteur de l'Industrie pharmaceutique

Le président de la République a souligné l'importance de la mise en œuvre des objectifs tracés dans ce secteur afin d'augmenter les capacités nationales de production de divers produits pharmaceutiques et réduire les importations à l'entame de l'année.

Les bilans des autres secteurs seront présentés lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres."

ACTION MITIGÉ DU GOUVERNEMENT

# Le remaniement ministériel est-il inéluctable ?

*Le remaniement ministériel, que d'aucuns évoquent depuis quelques temps déjà, semble de plus en plus inéluctable. En tout cas, depuis avant-hier cette hypothèse a pris davantage d'épaisseur.*

PAR KAMAL HAMED

Tous les analystes et observateurs sont unanimes à dire que les propos du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, tenus lors de la réunion du Conseil des ministres, sont loin d'être anodins.

Le président de la République, qui était malade et dont c'est le premier Conseil des ministres qu'il préside depuis son retour au pays la semaine dernière, n'a pas, en effet, distribué que de bons points lors de cette réunion puisqu'il a, aussi, fait clairement montre de son insatisfaction par rapport à l'action gouvernementale en général et celle de certains secteurs ministériels en particulier. En somme le chef de l'État a laissé clairement entendre, comme l'ont soutenu de nombreux observateurs, qu'il ne pourrait continuer sur cette même voie, eu égard au fait que certains secteurs ont impérativement besoin d'être boostés et redynamisés. Pour ce faire ce n'est certainement pas avec les détenteurs actuels des



postes ministériels concernés, mais avec de nouvelles têtes.

En somme l'action du gouvernement a un besoin impératif de sang neuf pour pouvoir être à la hauteur des espérances nourries par le chef de l'État de donner un nouveau souffle à l'économie nationale par trop léthargique depuis des années à cause, comme tout un chacun le sait, des difficultés financières que traverse le pays depuis de longues années déjà. D'emblée donc, et

à l'ouverture de la réunion, Tebboune a été limpide en estimant que le bilan des performances ministérielles pour 2020 est plutôt mitigé avec du positif et du négatif. Cette réunion du Conseil des ministres intervient une année après l'entrée en fonction du gouvernement.

En ce sens c'est une réunion bilan qui, selon le communiqué rendu public, devrait se poursuivre lors de la prochaine rencontre pour pouvoir passer en revue l'action

d'autres secteurs ministériels. Le Président, en appelant à la relance des secteurs ayant un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens, en passant à la vitesse supérieure à l'entame de l'année 2021, a ouvertement critiqué certains walis dans la gestion de l'épineux dossier des zones d'ombre. Il a de même, s'agissant du secteur des finances, affirmé "que le point noir qui entache ce secteur consiste en le système bancaire qu'il convient de revoir, par un travail d'inspection au niveau de toutes les banques, notamment en ce qui concerne la transparence dans l'octroi de crédits". La réforme du secteur bancaire, que d'aucuns appellent de tous leurs vœux depuis des lustres et dont l'importance n'est plus à démontrer, sera, à coup sûr, une des priorités de l'année en cours. Tebboune a aussi ordonné l'accélération de la numérisation du secteur des Douanes afin de lutter contre la surfacturation et d'absorber les fonds circulants dans le marché parallèle. A l'évidence les quelques griefs exprimés par le Président sont fort à propos car ce n'est un secret pour personne que des insuffisances assez visibles du reste sont relevées par tous les observateurs. Cela, outre nombre de dysfonctionnements constatés ça et là dans l'action du gouvernement. Toutes ces données confortent l'hypothèse de l'inéluctabilité d'un remaniement ministériel.

K. H.

PLAN DE RELANCE ÉCONOMIQUE

## Trois études prospectives pour mieux "anticiper l'avenir"

PAR RIAD EL HADI

Trois études prospectives sur les grands enjeux futurs de l'économie et de la société algérienne afin d'avoir une vision de l'avenir et anticiper les politiques publiques dans des domaines stratégiques ont été entreprises, avance le premier rapport sur la relance économique, élaboré par le ministre délégué chargé de la Prospective.

Il s'agit d'études sur la sécurité alimentaire du pays, sur la sécurité énergétique et enfin sur le capital humain et la jeunesse, précise ce document qui retrace la feuille de route du plan de relance économique (2020-2024), initié par le président de la République pour sortir le pays de la dépendance économique aux hydrocarbures.

Concernant l'étude sur la sécurité alimentaire, les rédacteurs du rapport, dont l'APS a obtenu une copie, démarrent du fait que cette sécurité ne résulte pas des seules performances du secteur agricole.

"Quels que soient les efforts consentis, le pays ne sera jamais autosuffisant sur l'ensemble des produits alimentaires", souligne le rapport.

A cet effet, cette étude visera principalement à évaluer de manière "objective et sans a priori la dépendance alimentaire du pays aux marchés mondiaux et la faiblesse de notre système productif malgré les efforts budgétaires consentis par l'État dans ce domaine", lit-on dans le rapport.

Il s'agira aussi d'étudier comment améliorer les rendements sur les cultures stratégiques et augmenter ainsi l'offre nationale de produits alimentaires d'une part, et comment valoriser les productions agricoles par les transformations industrielles et par les circuits de stockage et de conservation, d'autre part.

Il sera question également d'explorer les possibilités d'exportation des produits algériens dans le cadre d'une politique d'exportation, notamment par l'homologation et la labellisation des produits destinés à l'exportation.

### La sécurité énergétique pour préserver la sécurité financière

Quant à l'étude sur la sécurité énergétique, le rapport met en avant "l'importance de la transition énergétique dans le développement économique et la préservation de la sécurité financière de l'État".

Cette sécurité énergétique consiste à agir sur le modèle énergétique, c'est-à-dire sur les modes de production dont le mix énergétique et de consommation de l'énergie dont l'efficacité énergétique, en vue d'en assurer une gestion efficiente à long terme, explique le document.

Le recours aux nouvelles énergies renouvelables devra par ailleurs s'accompagner du développement de filières industrielles compétitives au niveau international. L'objectif général de cette étude consiste à mettre en lumière les différents changements socio-économiques auxquels

l'Algérie devra faire face du fait de sa transition énergétique afin de mieux les prendre en compte dans ses politiques publiques de long terme.

Il s'agira, entres autres, de présenter les enjeux et les défis de la transition énergétique à travers trois aspects à savoir la production énergétique (mix énergétique dont énergies renouvelables), le modèle de consommation énergétique (économie et efficacité énergétique,...) et la valorisation des ressources énergétiques afin d'en faire un moteur de la croissance notamment en remontant dans les chaînes de valeurs.

Pour ce qui est de l'étude sur le capital humain et la jeunesse, il est indiqué que l'Algérie, consciente du rôle prépondérant que le capital humain devra jouer dans son

processus de transformation économique et sociétale, ambitionne de renforcer significativement la contribution de ce capital dans le processus de création des richesses.

L'étude vise à doter le gouvernement Algérien d'un document stratégique qui intègre les éléments nécessaires qui vont lui permettre de mieux piloter les politiques publiques en faveur du capital humain. Pour l'atteinte de cet objectif, il est envisagé de traiter préalablement plusieurs thématiques. Les résultats serviront par la suite à la formulation d'une stratégie adéquate, ainsi qu'à l'élaboration d'une feuille de route permettant sa concrétisation.

R. E.

## L'accusé Saïd Bouteflika transféré à la prison d'El-Harrach

L'accusé Saïd Bouteflika a été transféré, avant-hier, de l'établissement militaire de prévention et de rééducation de Blida vers l'établissement pénitentiaire civil d'El-Harrach, a informé, hier dans un communiqué, le ministère de la Défense nationale (MDN). "En application de la décision de la cour d'appel militaire de Blida, prononcée lors de l'audience tenue en date du 2 janvier 2021, nous informons l'opinion publique que l'accusé Saïd Bouteflika a été transféré hier soir, le 3 janvier 2020 de l'établissement militaire de prévention et de rééducation de Blida vers l'établissement pénitentiaire d'El-Harrach et a été mis à la disposition du procureur de la République, près le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi-M'Hamed où il est poursuivi dans d'autres affaires", précise la même source.

R. N.

COVID-19

# Que sait-on des deux nouveaux variants qui inquiètent ?

**Déecté en novembre au Royaume-Uni, le variant B.1.1.7, désormais appelé VOC 202012/01, trouve "probablement" son origine dans le sud-est de l'Angleterre, selon l'Imperial college de Londres.**

PAR RAHIMA RAHMOUNI

**L'**émergence au Royaume-Uni et en Afrique du Sud de deux nouveaux variants du Sars-CoV-2, plus contagieux selon les premières données, inquiète au plus haut point la communauté internationale.

Que sait-on de ces mutants ? Les vaccins mis sur les marchés sont-ils aussi efficaces sur ces nouvelles souches ? Quelle stratégie de lutte contre leur propagation ?

## Que sont ces variants ?

Tous les virus mutent. Ces mutations sont des modifications qui interviennent lorsqu'ils se répliquent. Les scientifiques ont observé de multiples mutations du Sars-CoV-2 depuis son apparition, la grande majorité sans conséquence, mais certaines peuvent lui donner un avantage pour sa survie, dont une plus grande transmissibilité. Déecté en novembre au Royaume-Uni, le variant B.1.1.7, désormais appelé VOC 202012/01, trouve probablement son origine dans le sud-est de l'Angleterre en septembre, selon l'Imperial College de Londres. Il s'est rapidement étendu dans tout le Royaume-Uni et a désormais été déecté dans des dizaines de pays du monde, des États-Unis à la Corée du Sud en passant par l'Inde, la France ou le Danemark.

La plupart de ces cas sont liés au Royaume-Uni, mais pour quelques-uns, aucun lien avec ce pays n'a pu être retracé, ce qui prouve que ce variant s'est déjà implanté localement. C'est ce qui se passe au Danemark, un des pays qui séquence le plus d'échantillons, où 86 cas ont été identifiés (avec une fréquence en hausse). Un autre variant, appelé 501.V2, est désormais majoritaire en Afrique du Sud. Il a été déecté dans des échantillons remontant au mois d'octobre, puis a été repéré dans quelques autres pays du monde, notamment le Royaume-Uni et la France. Pour les deux variants, les cas sont probablement sous-estimés, selon les experts. Ces deux variants présentent plusieurs mutations dont l'une, nommée N501Y, est au centre de toutes les attentions. Elle se situe sur la protéine spike du coronavirus, une pointe à sa surface qui lui permet de s'attacher au récepteur ACE2 des cellules humaines pour les pénétrer et joue ainsi un rôle clé dans l'infection virale. Cette mutation N501Y est connue pour augmenter les capacités d'attachement du virus au récepteur ACE2. "Il n'y a pas de relation clairement établie entre l'attachement à l'ACE2 et une transmissibilité accrue, mais il est plausible qu'une telle relation existe", estime le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC).

## Plus transmissibles ?

Plusieurs études scientifiques, pas encore évaluées par les pairs et se basant principalement sur des modélisations, concluent que le variant britannique est

largement plus transmissible. Cela confirme les évaluations initiales du groupe de chercheurs Nertag qui conseille le gouvernement britannique, qui estimait que la transmission est accrue de 50 à 70 %.

Ainsi, selon les calculs de la London School of Hygiene and Tropical Medicine (LSHTM), le variant britannique serait 50 à 74 % plus contagieux. Pour leur dernier rapport, publié jeudi, les chercheurs de l'Imperial College de Londres ont analysé des milliers de génomes de virus du Sars-CoV-2 séquencés entre octobre et décembre. Selon deux méthodes différentes, ils en concluent que ce variant a un "avantage important" en termes de contagiosité : 50 à 75 % plus contagieux, ou un taux de reproduction du virus (R) entre 0,4 et 0,7 supérieur au virus habituel.

Les résultats préliminaires concernant le variant sud-africain font également état d'une plus forte transmissibilité, mais moins de données sont disponibles. Certains experts estiment malgré tout qu'il n'y a pas assez de données pour évaluer avec certitude la contagiosité des deux variants. "Il faut rester prudent. La résultante en termes d'incidence est une combinaison de facteurs qui associe les caractéristiques du virus mais aussi les mesures de prévention et de contrôle mises en place" (distanciation, port du masque, fermeture des établissements recevant du public...), a indiqué à l'AFP Bruno Coignard, directeur des maladies infectieuses à l'agence sanitaire française Santé Publique France.

## Plus problématiques ?

"Il n'y a aucune information sur le fait que les infections par ces souches soient plus graves", note l'ECDC. Mais le risque "en termes d'hospitalisations et de morts est élevé. Qui dit plus forte transmissibilité dit éventuellement une beaucoup plus forte incidence, et donc même à létalité égale, une pression sur le système de santé plus importante", poursuit Bruno Coignard. Un variant du Sars-CoV-2 "50 % plus

transmissible poserait un bien plus grand problème qu'un variant 50 % plus mortel", insiste de son côté sur Twitter l'épidémiologiste britannique Adam Kucharski, démonstration statistique à l'appui.

Avec un taux de reproduction à 1,1, un taux de mortalité de 0,8%, et 10.000 personnes contaminées, on aboutirait à 129 morts aubout d'un mois", explique-t-il. Si le taux de mortalité est accru de 50 %, le nombre de morts atteindrait 193.

Mais si le taux de transmissibilité augmentait de 50 %, c'est 978 décès qui seraient à déplorer. L'impact serait notamment très sensible dans les pays où même une petite hausse de la transmissibilité ferait basculer le taux de reproduction au-dessus de 1, accélérant l'épidémie.

Le variant britannique, c'est "vraiment l'inquiétude du moment car il peut nous précipiter dans une situation extrêmement complexe", a prévenu lundi sur la radio franceinfo l'épidémiologiste Arnaud Fontanet, membre du Conseil scientifique qui guide le gouvernement français.

Par ailleurs, les premières études sur le variant britannique font également état d'une plus grande contamination des jeunes de moins de 20 ans, ce qui repose la question de l'ouverture ou non des écoles. Ainsi, l'étude de la LSHTM estime que des mesures de restrictions telles que le confinement en place au Royaume-Uni en novembre ne seraient pas suffisamment efficaces pour contrôler l'épidémie, "à moins que les écoles, lycées et universités soient également fermés".

## Quelle efficacité des vaccins ?

Alors que les campagnes de vaccination qui viennent de commencer offrent un espoir de sortir de cette crise sanitaire mondiale, certains s'interrogent sur la capacité des vaccins à lutter contre les nouveaux variants.

Pour les deux variants, "il n'y a à ce stade pas assez d'informations disponibles pour estimer (s'ils font peser) un risque sur l'efficacité des vaccins", estime l'ECDC. Toutefois, "en l'état actuel de nos

connaissances, les experts pensent que les vaccins actuels seront efficaces contre ces souches", a déclaré Henry Walke, des Centres américains de prévention et de lutte contre les maladies (CDC), lors d'une conférence de presse mercredi.

Le laboratoire allemand BioNTech, à l'origine avec Pfizer du premier vaccin contre le Covid-19 autorisé au monde, a lui assuré qu'il était capable, si besoin était, de fournir un nouveau vaccin "en six semaines" pour répondre à une mutation.

## Comment lutter ?

Il est "illusoire" de penser pouvoir éradiquer ou empêcher totalement la propagation des nouveaux variants, estime Bruno Coignard, notant que l'objectif est de "retarder au maximum" leur diffusion. Ainsi, pour les pays où les cas de nouveaux variants ne sont pas largement répandus, l'ECDC recommande "des efforts pour ralentir la propagation, similaires à ceux mis en place au début de l'épidémie" : tests des personnes arrivant de zones à risque avec éventuelles quarantaines, isolement et traçage des contacts renforcés pour les personnes contaminées, limitation des voyages... Il appelle également à surveiller l'incidence de ces variants, notamment en multipliant les séquençages de virus. Certains tests PCR peuvent également donner une indication de la présence du variant britannique, pour ensuite mieux cibler les séquençages, a expliqué le professeur Fontanet, selon qui "une surveillance extrêmement agressive" est indispensable.

Au niveau individuel, "parce que ces variants semblent se répandre plus facilement, nous devons être encore plus vigilants dans nos mesures de prévention pour ralentir la propagation du Covid-19", a insisté le docteur Walke, faisant référence au port du masque, à la distanciation physique, au lavage des mains et à l'aération des espaces fermés, sans oublier d'éviter la foule.

R. R.

VACCINATION ANTI-COVID

# Elles devraient débuter "incessamment" en Algérie

PAR RANIA NAILI

Fortement espérées depuis l'apparition, il y a environ 9 mois, de la pandémie de la Covid 19, les premières opérations de vaccination contre ce virus devraient débuter "incessamment" à travers l'ensemble du pays.

Le directeur des activités médicales et paramédicales de l'hôpital Mustapha signale, en ce sens, que les travaux de préparation sont en cours pour entreprendre les activités de vaccination dans les meilleures conditions possibles. Il indique, au passage, que l'Algérie a fait le choix du vaccin russe, dénommé Spoutnik 5, nécessitant deux inoculations successives, d'un intervalle de trois semaines, ce qui, ajoute-t-il, n'interdit pas de faire appel à d'autres traitements immunitaires, si cela s'avérait nécessaire.

S'exprimant, hier, à l'émission *l'Invité de la rédaction* de la chaîne 3 de la Radio algérienne, le professeur Rachid Belhadj

rappelle que les services nationaux de santé possèdent une solide expérience, datant du début de l'indépendance pour mener à bien ces "actes médicaux".

Des personnes appelées à être vaccinées prioritairement, ce dernier met en avant celles les plus vulnérables, c'est-à-dire affectées par des maladies chroniques, à l'exemple du diabète, de l'asthme, de l'obésité ou de l'hypertension artérielle, lesquelles ont eu à payer le plus lourd tribut à la Covid 19.

Ce praticien qui assure, en outre, la présidence du Syndicat national des enseignants chercheurs, tout en observant que se faire vacciner ou non relève du libre choix de chacun, n'en estime pas moins que lorsqu'il s'agit de protéger d'autres personnes, la raison, la sécurité sanitaire et les données scientifiques, imposent, d'accepter le vaccin. Il relève que, comme toute opération vaccinale, celle destinée à stopper la prolifération de la pandémie du coronavirus a besoin, elle aussi, d'être

précédée par une campagne de sensibilisation de la population.

De l'efficacité des divers vaccins mis au point par différents laboratoires dans le monde pour stopper la sérieuse menace que constitue la Covid 19, l'invité déclare qu'il n'y a pas "assez de recul" pour la confirmer, notant qu'en ce qui concerne leur point fort, c'est "qu'ils ne mutent pas beaucoup".

Face à la vulnérabilité qu'aura démontrée sur différents plans l'apparition de ce virus et ceux risquant de se manifester à l'avenir, cet intervenant estime vital d'en "tirer des leçons", soulignant l'impérieuse nécessité de revoir, dans sa globalité, le fonctionnement de l'ensemble du système national de santé. Il rappelle, à ce propos, que le chef de l'État avait formulé une promesse en ce sens, jugeant que la santé des Algériens constitue l'un des éléments majeurs de renforcement de la sécurité leur pays.

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
Ministère De La Sante De La Population Et De La Reforme Hospitaliere

Direction de la sante de la population de la wilaya d'Alger  
Etablissement public hospitalier bologhine ibn ziri

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Directeur De L'établissement Public Hospitalier Bologhine Ibn Ziri Lance L'ouverture Du Concours De Recrutement Sur Titre Au Titre De L'année 2020 dans les grades suivants :

Grade	Mode de recrutement	Conditions d'accès	Spécialité	Nombre de postes ouverts	Lieu d'affectation (*)	Autres conditions
Médecin généraliste de santé publique	Concours sur titre	Doctorat en médecine ou d'un titre reconnu équivalent	Médecine Générale	8	Etablissement public hospitalier bologhine ibn ziri	Résidence dans la wilaya D'Alger

Les dossiers de candidatures doivent comporter les pièces suivantes :

- Demande manuscrite
- Fiche de renseignement à imprimer du site officiel de la DGFP ( [www.concours-fonction-publique.gov.dz](http://www.concours-fonction-publique.gov.dz)) dument remplie avec une photo d'identité
- (02) deux enveloppes timbrée libellées à l'adresse personnelle
- certificat de résidence
- copie du titre ou du diplôme requis
- copie de la pièce d'identité nationale
- les attestations de travail précisant l'expérience professionnelle du candidat dans la spécialité, dument visées par l'organe de sécurité sociale pour l'expérience acquise dans le secteur privé, le cas échéant ;
- une copie du relevé de notes du cursus de formation ;
- une attestation justifiant la période du travail effectué par le candidat dans le cadre du dispositif d'insertion professionnelle ou sociale des jeunes diplômés et précisant l'emploi occupé, le cas échéant ;
- tout document justifiant le suivi par le candidat d'une formation supérieure au diplôme requis dans la spécialité le cas échéant
- tout document relatif aux travaux et études réalisés par le candidat dans la spécialité le cas échéant
- **Délais des inscriptions et dépôt des dossiers :**
- la durée des inscriptions au concours est de quinze (15) jours ouvrables à compter de la 1<sup>ère</sup> parution du présent avis dans la presse écrite
- Les dossiers de candidature doivent être déposés ou transmis à l'établissement public Hospitalier Bologhine Ibn Ziri 31 Rue Abou Moussa El-Achari El Hammamet Alger 16060.
- les candidats non retenus au concours sur titre, peuvent déposer leur recours au niveau de la sous direction des ressources humaines de l'Etablissement public Hospitalier Bologhine Ibn Ziri.

Observation : tout dossier incomplet ou arrive hors délais d'inscription ne sera pas pris en considération

Midi Libre n° 4167 - Mardi 5 janvier 2021 - Anep 2116 000 236

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

WILAYA DE GHARDAÏA

DIRECTION DE L'URBANISME ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION

MISE EN DEMEURE N° 01

Enterprise **EURL HYCCAM** représentée par Mr Ben hammouda Boulem attributaire du marché n°: 06/2020 du 20/04/2020 visé par le contrôleur financier sous n°065/2020 en date du 08/06/2020 relatif aux travaux voiries à travers les quartiers de la commune Berriane – Chikh ameur 01 – 02 – 03 Guaret ettine lot N° 04 . et par faute de la non signature et Cachet L'ordre de service de démarrage des travaux et suite aux visites des chantiers nous avons constatés se qui suit :

- 01- travaux non entamés
- 02- Non respect planning des travaux

L'Enterprise **EURL HYCCAM** est mise en demeure pour la signature et Cachet de L'ordre de service et démarrage des travaux et renforcer le chantier en matière de moyens matériels et humains et rattraper le retard enregistré dans un délai de (72 h ) à compter de la première publication du présent avis dans les journaux ou le BOMOP. Faute de quoi, la résiliation aux torts exclusifs sera prononcée et l'entreprise sera préinscrit d'office dans la liste des entreprises défilées (Liste noire).

Midi Libre n° 4167 - Mardi 5 janvier 2021 - Anep 2130 000 006

**MIDI**  
QUOTIDIEN ALGERIEN N° 4167



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME  
ET DE LA VILLE  
OFFICE DE PROMOTION & DE  
GESTION IMMOBILIERE DE OUARGLA

« DIRECTION GENERALE »

Réf : ...../...../OPGI/2021



وزارة السكن و العمران و المدينة  
ديوان الترقية و التسيير العقاري لوارغلة  
"المديرية العامة"  
رقم : 04 / ...../د.ت.ت.ع/2021

ENTREPRISE DE TRAVAUX DE BATIMENT  
- BEN CHEIKH AHMED -  
CITE GHARBOUZ -OUARGLA-

**1<sup>ère</sup> MISE EN DEMEURE**

- ✓ **LE SERVICE CONTRACTANT** : Office de Promotion & de Gestion Immobilière de Ouargla.
- ✓ **L'ENTREPRISE** : Entreprise De Travaux De Bâtiment – Ben Cheikh Ahmed -  
Address: Cite Gharbouz –Ouargla
- ✓ **Le Marché** :

Marché n°21/2019 du 01/10/2019, relatif à la réalisation des 48/100/1500 à Sidi Khouled Ouargla (Programme Q année 2010-2014) année 2011.

en application de l'article 149 du décret présidentiel N°15/247 du 20/09/2015 portant réglementation des marchés publics, modifié et complété, est mise en demeure pour non respect du planning de travaux et planning de livraison.

L'Entreprise est invitée :

- à mettre à la disposition du chantier les moyens nécessaires et reprendre les travaux dans les 08 jours à partir de la date de parution de cette mise en demeure dans les journaux et le Bomop,
- à achever rapidement les travaux restants et ce conformément aux clauses contractuelles au marché susvisé.

Midi Libre n° 4167 - Mardi 5 janvier 2021 - Anep 2130 000 011

# MIDI AUTO

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

## Les discussions en bonne voie avec les Allemands afin d'établir un projet industriel

*Le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali, intervenant dans l'émission "L'invité du matin", sur les ondes de la Chaîne 1 de la Radio nationale, a fait savoir que le gouvernement mène des discussions avec des constructeurs automobile mondiaux afin de lancer les bases d'une véritable industrie automobile pour les voitures utilitaires et de tourisme en Algérie. Dans ce sens, M. Aït Ali a précisé que les négociations sont en bonne voie avec les Allemands.*



IMPORTATION DE VOITURES NEUVES

**Les dossiers des concessionnaires  
sont à l'étude au ministère de l'Industrie**

DÉFICIT EN VÉHICULES POUR ÉQUILIBRER LE MARCHÉ EN ALGÉRIE

## L'avis de l'expert Aymen Cheriet

L'expert en automobile Aymen Cheriet s'est exprimé le 29 décembre sur le marché des voitures en Algérie. Il a notamment déclaré que le marché automobile manque fortement de véhicules.

En effet, l'expert en automobile, Aymen Cheriet s'est manifesté le 29 décembre. Il a notamment énoncé que le "marché des voitures en l'état actuel en Algérie n'est pas assez fructueux et que par conséquent il manque considérablement de véhicules sur le marché national". Le spécialiste estime le manque en question à un demi-million de voitures. C'est ce dont fait état le quotidien arabophone *El Chaâb*.

En outre, le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali, s'est exprimé le 28 décembre dernier sur l'importation des voitures d'occasion de moins de 3 ans en Algérie. Il a notamment affirmé que "cette activité n'était pas favorable au développement économique du pays". Il pense donc qu'il est "préférable de geler ou d'arrêter cette activité".

Et c'est justement dans ce même sillage qu'Aymen Cheriet s'est exprimé. Il n'est pas tout à fait d'accord avec les propos du ministre. Et pour cause, l'expert estime que "l'obtention de



licences d'importation initiales conformes au cahier des charges pourrait contribuer avantageusement dans le marché des voitures en Algérie". Il a ainsi confié que cette démarche "permettrait d'éliminer le problème de pénurie de voitures".

Cela permettra par la même occasion de modérer les prix très élevés des automobiles de 30 %, selon les propos de Cheriet. Toutefois, le responsable encourage fortement l'épanouissement de l'industrie automobile en Algérie. Il voit alors en l'importation des voitures une "stratégie- pansement qui pour-

rait atténuer la crise en attendant d'avoir une industrie automobile bien plus vigoureuse". C'est en tout cas ce que rapporte le quotidien susmentionné. Ainsi, l'expert Aymen Cheriet s'est exprimé sur le nombre de voitures qui manquent pour équilibrer le marché en Algérie. Il a alors confié que "le marché actuel manque d'environ un demi-million de véhicules pour être stabilisé".

Cependant, "l'obtention des licences ne verra pas le jour avant six mois à la suite du début des démarches par le ministère de l'Industrie", selon Aymen

Cheriet. Il a expliqué ce retard par la "complexité des procédures". Celles-ci sont notamment liées à l'adaptation du registre du commerce, des crédits bancaires et de l'approbation finale.

Par ailleurs, le même orateur déclare que "l'importation de voitures d'occasion est nécessaire".

Elle permettra donc pour les citoyens algériens d'acquérir des véhicules à des prix raisonnables. Cela servira en attendant d'avoir une vraie industrie automobile qui peut prendre au moins 24 à 26 mois pour se concrétiser", conclut la même source.

### RENAULT ALGÉRIE

Don de 12 véhicules à usage pédagogique au ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels



Le mardi 21 décembre, au centre livreur de Renault Algérie à Chéraga, s'est tenue la remise de 12 véhicules de marque Renault et Dacia, dans le cadre d'un don fait par Renault Algérie au ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Yahia Khelout, directeur qualité client de Renault Algérie et Salim el Hassar, directeur de Renault Algérie Académie ont eu le plaisir d'accueillir Mourad Nacib, directeur de la formation continue et des relations intersectorielles, Hakim Izroug, directeur de développement et de la planification et Madame H. Allouache sous-directrice des Relations intersectorielles, pour échanger en cette occasion, sur leur volonté respective de consolider cette belle collaboration.

A travers e partenariat avec le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Renault Algérie confirme son engagement RSE (Responsabilité sociétale en entreprise), dans l'objectif d'accompagner le développement de la formation dans le domaine de la maintenance automobile. Dans ce cadre, un don de 12 véhicules de technologie récente et non destinés à la vente, ont été mis à la disposition de 12 établissements de formation professionnels se situant à Alger et Médéa.

Grâce à ce support pédagogique, Renault Algérie contribue ainsi, au perfectionnement des formateurs du secteur de la formation professionnelle, sur les technologies développées par Renault Algérie, mais aussi, à l'amélioration des ateliers pratiques dans les spécialités de mécanique automobile.

La formation est un des piliers des engagements RSE de Renault Algérie, au même titre que la solidarité et la sécurité routière. A ce titre, ce partenariat avec le ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels, ne peut que renforcer la volonté de Renault Algérie de contribuer au développement du secteur et du savoir-faire automobile, notamment dans le service après-vente. Il est important de rappeler que Renault Algérie se veut être une entreprise responsable et citoyenne, au plus proche des attentes de ses différentes parties prenantes.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

## Les discussions en bonne voie avec les Allemands afin d'établir un projet industriel

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali, intervenant dans l'émission "L'invité du matin", sur les ondes de la Chaîne 1 de la Radio nationale, a fait savoir que le gouvernement mène des discussions avec des constructeurs automobile mondiaux afin de lancer les bases d'une véritable industrie automobile pour les voitures utilitaires et de tourisme en Algérie. M. Aït Ali, a précisé que les négociations sont en bonne voie avec les Allemands.



En effet, pour le ministre de l'Industrie, le marché de la concession automobile ne figure pas, pour l'instant, parmi les priorités du gouvernement dans le secteur industriel. Mais la priorité réside dans l'industrie de l'automobile. M. Aït Ali a précisé que la "commercialisation des voitures en Algérie se ferait en

fonction des capacités financières et des besoins de base du pays".

Par ailleurs, Ferhat Aït Ali a confirmé le maintien des dispositions des cahiers des charges sans modifications ni intention de révision de ses dispositions, dans ce contexte, le ministre a démenti catégoriquement l'information faisant état d'une modification liée à la construction automobile,

qui concerne la suppression de l'exigence de la chaîne d'emboutissage.

Pour rappel, lors de la rencontre des cahiers des charges sans modifications ni intention de révision de ses dispositions, dans ce contexte, le ministre a démenti catégoriquement l'information faisant état d'une modification liée à la construction automobile,

Ali a affirmé la volonté du groupe automobile d'établir un projet industriel en Algérie conformément à la nouvelle approche de construction automobile, il a fait savoir également qu'un groupe de travail sera formé pour entamer l'étude de la concrétisation réelle d'un projet industriel en Algérie avec le groupe Volkswagen.

IMPORTATION DE VÉHICULES DE MOINS DE 3 ANS

## La mesure demeure "inapplicable"

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali Braham, a réitéré lundi passé que la mesure, relative à l'importation de véhicules d'occasion de moins de 3 ans et prévue par la loi de finances 2020, demeurerait "inapplicable" sur le terrain, en l'absence de texte réglementaire.

Invité de la Radio nationale Chaîne I, M. Aït Ali a indiqué que "le dossier de l'importation des véhicules d'occasion de moins de 3 ans, n'a été ni reporté, ni même suspendu", soulignant que l'article 110 de la loi de finances 2020, qui prévoit cette mesure, n'est pas applicable sur le terrain, et a besoin d'un texte d'application. "J'ai expliqué au niveau de l'Assemblée populaire nationale (APN), les raisons qui empêchent



l'application de cette mesure et comment cette dernière entrave l'économie nationale", a-t-il ajouté avant de rappeler que l'importation des véhicules coûte au Trésor public, près de 3 Mds USD annuellement. "Nous devons déterminer les priorités

du pays et du citoyen, loin de l'égoïsme et de la logique d'après moi, c'est le déluge", a-t-il insisté. Le ministre a, en outre, indiqué que les services du ministère ont reçu 180 demandes d'importation de véhicules, mais, a-t-il ajouté, "vu que la majorité

de ces dossiers ne peut être concrétisée, étant incomplets et ne répondant pas aux exigences du cahier des charges pour les concessionnaires automobiles, nous avons demandé aux opérateurs concernés de compléter leurs dossiers".

Le ministre estime, encore une fois, que le marché des voitures "n'est pas une priorité" pour le gouvernement, d'autant plus que c'est l'industrie automobile qui constitue la priorité, en ce sens qu'actuellement, l'on focalise sur l'établissement d'une industrie en la matière.

Pour ce faire, M. Aït Ali a fait état de l'existence de discussions avec les Allemands, concernant une relance de "véritables industries" pour les véhicules touristiques et utilitaires.

TRANSPORT

## Détails de la reprise du transport ferroviaire inter-wilayas

Suite à la décision de reprise progressive et contrôlée du transport inter-wilayas par train, la SNTF vient de faire une communication informant son aimable clientèle de la reprise des activités des trains voyageurs, régionaux et grandes depuis hier lundi 4 janvier 2021, à l'exception des trains couchettes auxquels le protocole sanitaire ne peut être appliqué.

La reprise des trains est annoncée à partir de demain 4 janvier 2021 par la SNTF, les trains circuleront entre 6h du matin et 18h, en prenant en considération les horaires du confinement partiel à domicile (20h-5h du matin) dans les wilayas concernées. Voici la liste des lignes concernées par la reprise :



- Oran/Chlef - Chlef/Oran
- Oran/Relizane - Relizane/Oran
- Oran/Saïda - Saïda/Oran
- Oran/Bechar - Béchar/Oran
- Oran/Tlemcen - Tlemcen/Oran
- Tlemcen/Maghnia - Maghnia/Tlemcen

- Oran/Aïn Témouchent - Aïn Témouchent/ Oran
- Aïn Témouchent/Beni Saf - Beni Saf /Aïn Témouchent
- Oran/Sidi Bel Abbès - Sidi Bel Abbès/Oran
- Oran/Arzew - Arzew / Oran

- Annaba/Sidi Amar - Sidi Amar/Annaba
- Souk Aras/Sidi El-Hemissi - Sidi El-Hemissi /Souk-Aras
- Annaba/Berrahal - Berrahal/Annaba
- Annaba/Chihani - Chihani/Annaba
- Alger/Béjaïa - Béjaïa/ Alger
- Alger/Chlef - Chlef/ Alger
- Beni Mansour/Béjaïa - Béjaïa/ Beni Mansour

Les horaires de départ et de retour peuvent être consultés sur le site web de la SNTF ([www.sntf.dz](http://www.sntf.dz)) et sur les plateformes des réseaux sociaux de l'entreprise.

La SNTF appelle, par ailleurs, ses chers clients à respecter scrupuleusement les consignes sanitaires et les mesures de distanciation sociale.

## IMPORTATION DES VOITURES NEUVES

# Les dossiers des concessionnaires à l'étude par le ministère de l'Industrie

Lors de son passage dans l'émission "L'invité du matin", sur les ondes de la Chaîne I de la Radio algérienne, le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali, s'est exprimé sur le sujet de l'importation de voitures neuves, en confirmant que les dossiers soumis par les agents potentiels sont actuellement à l'étude par le ministère de l'Industrie.

Concernant l'importation des voitures neuves, l'invité du matin a indiqué que ses services ont reçu, jusqu'à présent, quelque 180 dossiers d'agents potentiels, y compris des dossiers irréalisables sur le terrain en raison de leur incompatibilité avec le cahier des charges ou bien à cause du manque de documents nécessaires.

Dans ce sens, le ministre de l'Industrie a fait savoir que son département a déjà contacté les agents pour compléter leurs dossiers conformément



aux conditions fixées par la réglementation en vigueur. En revanche, M. Ferhat Ait Ali a précisé qu'"aucune date n'a été fixée pour révéler la liste des concessionnaires, et que l'opération de traitement des dossiers relatifs à l'activité d'importation de voitures neuves se

déroule conformément aux conditions du cahier des charges sans modifications ni intention de révision de ses dispositions". Cela signifie que la condition relative à la propriété obligatoire des espaces d'exposition, dont la superficie ne doit pas être inférieure à 1.000 mètres carrés et qui a fait

l'objet de critiques de la part de plusieurs candidats, est toujours maintenue. Enfin, selon le ministre, il "n'existe pas d'opérateurs dans l'importation de voitures multimarques, car la présence de concessionnaires multimarques ne coïncide pas avec les cadres juridiques".

## Campagne de rappel chez Toyota Algérie

Toyota Algérie annonce le lancement d'une nouvelle opération "service après-vente" et ce dans le cadre du suivi permanent des campagnes de rappel lancées par Toyota Motor Corporation.

Cette opération consiste à déceler les véhicules qui nécessiteraient éventuellement des remplacements de certaines pièces qui auraient subi des améliorations par le constructeur, même si quand bien même ces

véhicules sont en dehors de la période de la garantie.

Ces campagnes sont menées de manière régulière par les différents constructeurs automobiles mondiaux, notamment Toyota Motor Corporation, qui les conduit localement par le biais de Toyota Algérie de façon totalement gratuite, dans un souci de toujours mieux servir sa clientèle. De ce fait, et afin d'approcher l'ensemble ses clients,

incluant ceux qui n'ont pas eu la possibilité de visiter les ateliers, cette opération est amenée à être conduite dans différents lieux en dehors des structures de l'entreprise (stations-service, centres commerciaux...).

Une opération pilote lancée sur la wilaya d'Alger en partenariat avec l'entreprise Naftal se tient au niveau de la station de services de Chéraga. D'autres stations à travers le terri-

toire national seront concernées dans un avenir proche. Par ailleurs, Toyota Algérie tient à informer sa clientèle que toute information récoltée par l'agent de Toyota Algérie présent au niveau de la station de services, est considérée strictement confidentielle sous la responsabilité de l'entreprise et ne sera utilisée que dans le cadre des activités Service après-vente afin de mieux servir nos clients.

## Tesla présent sur le marché indien début 2021

Dans le cadre du développement de Tesla, le constructeur automobile américain s'apprête à débarquer sur le marché indien et prévoit de vendre ses véhicules, avant d'éventuellement envisager l'implantation d'un nouveau centre de production dès l'an prochain, selon Elon Musk et le ministre indien des Transports. Selon le ministre indien des Transports, Nitin Gadkari, interrogé par le quotidien *The Indian Express*, Tesla se lancera en Inde dès début 2021. Il a aussi laissé entendre que la firme d'Elon Musk devrait commencer par y vendre ses véhicules électriques, avant d'éventuellement envisager l'implantation d'une ligne d'assemblage sur place, en fonction de la demande sur ce marché. Le milliardaire avait annoncé sur Twitter son intention de se positionner en Inde. La date précise est encore inconnue, mais



Elon Musk a précisé que ce serait bien en 2021, mais pas au mois de janvier. Dans un premier temps Tesla devrait commercialiser la Model 3, qui est plus adaptée aux moyens financiers locaux, avec des prix commençant à partir de 74.000 dollars, ou 5,5 millions de roupies indiennes, soit le double de son prix en Amérique.

L'Inde est l'un des marchés les plus prisés dans de nombreux domaines, notamment la technologie. Ainsi, le gouvernement indien a mis en place

des programmes destinés à encourager l'acquisition de voitures électriques dans le but de réduire la dépendance vis-à-vis du pétrole. Delhi a déjà annoncé un plan de soutien de 4,6 milliard dollars destiné à favoriser les véhicules électriques, à travers l'implantation des usines de production des batteries de voitures électriques localement, dans l'objectif d'électrifier 100 % de son parc automobile dès 2030.

### LDF-2021

#### Annulation de la taxe sur les véhicules automobiles et engins roulants

La loi de finances 2021 vient d'annuler la taxe sur les véhicules automobiles et engins, instaurée par la précédente loi de finances 2020. La taxe annuelle sur les véhicules automobiles et engins roulants, instituée par la loi de finances 2020 et collectée par les compagnies d'assurances vient d'être abrogée par la loi de finances 2021. Pour rappel, la taxe était payable une fois par an lors de la souscription du contrat d'assurance et à hauteur de 1.500 DA pour les véhicules de tourisme et 3.000 DA pour les autres véhicules et engins roulants.

MILA, AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE

# Le gaz naturel pour 1.200 foyers à Rouached

*Les citoyens ayant bénéficié de raccordement au réseau de gaz naturel ont exprimé leur grande joie d'être libérés enfin de la quête de bouteilles de gaz butane, particulièrement en hiver.*

PAR BOUZIANE MEHDI

Mille deux cents (1.200) foyers, répartis à travers 5 zones enclavées, dans la commune de Rouached au nord de Mila, ont été raccordés, jeudi 17 décembre, au réseau de gaz naturel.

La mise en service du raccordement de ces habitations a été effectuée par le wali de Mila, Abdelouahab Moulay, qui a précisé que "ce projet a ciblé plus de 6.000 âmes dans les mechtas de Ouyoune-Tafallat, Rahabet, Lounakel, Kezioua et Sidi-Zerrouk". S'adressant aux représentants de la presse locale, le wali a expliqué que ces "régions classées zones enclavées, relèvent de la partie nord de la wilaya de Mila", indiquant que "cette région de la wilaya compte plusieurs autres zones enclavées dénuées de réseau de gaz naturel".

Les projets de l'État dans ce domaine se "poursuivent consécutivement aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a exhorté les responsables à accorder de l'attention aux zones d'ombre", a, dans ce contexte, affirmé M. Moulay, révélant, en ce sens, que de "nombreux projets ont été enregistrés à travers le territoire de la wilaya pour prendre en charge ces zones et



améliorer le cadre de vie de leurs habitants".

De leur côté, les citoyens ayant bénéficié de cette opération de raccordement ont exprimé leur grande joie d'être libérés, selon eux, de "la quête des bouteilles de gaz butane, particulièrement en hiver", a fait savoir l'APS, ajoutant que "selon les explications fournies aux autorités lors de la mise en service du réseau alimentant les 5 mechtas en gaz naturel, ce projet a nécessité la réalisation d'un réseau de conduites sur une distance de plus de 7 kilomètres pour un montant de plus de 280 millions de dinars, cela en plus d'une station de compression. Dans le cadre de ce même projet, un réseau de distribution d'une longueur supérieure à 40 kilomètres a été achevé pour un coût de 118 millions

de dinars, tandis que la valeur moyenne du raccordement par foyer a atteint 370.000 dinars".

Farid Nezzar, directeur de l'énergie de la wilaya de Mila, a déclaré que "les projets de raccordement au réseau de gaz naturel se poursuivent dans la daïra de Rouached, où des travaux sont actuellement en cours pour alimenter en gaz 4 zones d'ombre de la commune de Tiberguent, relevant de cette même daïra, il s'agit des mechtas de Timridjine, Hammam-Dar - Cheikh, Karektaet Tiberguent", a souligné le même responsable qui a relevé qu'avec "la concrétisation de ces opérations, le taux de raccordement au gaz naturel dans la wilaya de Mila sera de l'ordre de 67 % environ".

B. M.

BATNA, NOUVEL AN AMAZIGH 2971

## Lancement des festivités depuis Menaâ

Le secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), El Hachemi Assad, a annoncé que le lancement des festivités nationales officielles du Nouvel An amazigh Yennayer 2971 aura lieu à Menaâ dans la wilaya de Batna.

Dans une conférence de presse animée au siège de la wilaya en présence du wali, Si El Hachemi Assad a indiqué que "le début des festivités aura lieu le samedi 9 janvier 2021 à Menaâ avec une visite pour la région de Bouzina", expliquant ce choix par "la richesse du patrimoine culturel matériel et immatériel de cette région".

La manifestation, qui se poursuivra jusqu'au mercredi 13 janvier, verra l'organisation avec la participation d'associations de la région d'expositions d'artisanat, de livres, de produits multimédias en langue amazighe en plus d'une opération de reboisement de 1.000 plants d'arbres à Menaâ. La salle de conférences de

Menaâ accueillera le 9 janvier un séminaire sur "La culture amazighe entre créativité et réceptivité dans les arts (cinéma, théâtre, arts plastiques et musique)", qui sera organisé conjointement par l'université Batna-2, le laboratoire de recherche sur les esthétiques visuelles dans les pratiques artistiques algériennes et la faculté des lettres arabes et des arts de l'université Abdelhamid-Benbadis de Mostaganem.

Le programme prévoit aussi l'inauguration d'une fresque à Menaâ et le départ au terme de ces activités d'une caravane d'artistes et écrivains de la wilaya de Batna en direction d'Alger pour participer à la cérémonie de remise du prix du président de la République de la langue et de littérature amazighes, prévue le mardi 12 janvier, au centre international des conférences Abdelatif-Rahal.

Ce "prix est un acquis majeur obtenu en 2020 avec l'aval du président de la

République Abdelmadjid Tebboune", a souligné Si El Hachemi Assad.

Relevant que les préparatifs de ces festivités ont débuté depuis plusieurs mois au niveau du HCA, le même intervenant a évoqué les activités du HCA adaptées à la conjoncture de la pandémie du Covid-19.

Il a également souligné la "publication de l'encyclopédie amazighe avec la contribution de compétences algériennes spécialisées dans la langue et la culture amazighes". Si El Hachemi a indiqué avoir rencontré, durant sa visite à Batna, les directeurs de plusieurs secteurs dont ceux de l'Éducation, de la Culture et l'université avec qui il a évoqué l'intégration de la langue amazighe localement.

Le secrétaire général du HCA s'est rendu dans la commune de Menaâ pour s'enquérir des préparatifs des festivités de Yennayer.

APS

ILLIZI

## Vaccination contre la grippe saisonnière et dépistage de la Covid-19

La campagne de vaccination contre la grippe saisonnière et de dépistage de la Covid-19 initiée par les services de la santé militaire relevant de la 4<sup>e</sup> Région militaire s'est poursuivie, jeudi 17 décembre, par le lancement d'une caravane médicale au profit des habitants des régions reculées et des nomades dans le village frontalier de Timeroualine.

Poursuivant la campagne de vaccination contre la grippe saisonnière et de dépistage du coronavirus et en consolidation du lien Armée-Peuple, les staffs médicaux relevant des services de santé militaire de la 4<sup>e</sup> Région militaire ont consacré le 17 décembre une caravane médicale au profit des habitants et citoyens des zones enclavées frontalières au niveau du village Timeroualine relevant de la circonscription de Debdeb de la wilaya d'Ilizi.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts consentis par le haut commandement de l'Armée nationale populaire en termes d'assistance médicale au profit des habitants des régions enclavées en vue de fournir des différents services médicaux, outre la sensibilisation des citoyens à la prévention des maladies contagieuses notamment la Covid-19.

BLIDA

## Le stade Mustapha-Tchaker opérationnel en mars 2021

Le stade Mustapha-Tchaker de Blida sera de nouveau apte à abriter des matchs de football à partir du mois de mars prochain, après l'achèvement des travaux de réhabilitation qui y ont été menés au cours des trois derniers mois et qui ont ciblé essentiellement la pelouse. Le stade du Chahid-Mustapha-Tchaker de Blida sera fin prêt au mois de mars prochain et pourra accueillir éventuellement la dernière rencontre de la sélection nationale seniors face au Botswana, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations.

La pelouse du stade Mustapha-Tchaker était en effet relativement ancienne, et nécessitait donc d'être remise à niveau, surtout qu'elle a été le terrain fétiche des Verts pendant plus de dix ans.

Grâce à ces travaux de rénovation, le terrain a retrouvé ses couleurs et pourra de nouveau être exploité par le sélectionneur Djamel Belmadi et ses poulains.

En attendant, les Verts, qui ont déjà assuré leur qualification à la phase finale de cette Can-2021 prévue au Cameroun, évoluent au stade du 5-Juillet à Alger.

APS

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'ALGÉRIE

# La France premier client en 2019 avec 14 % du total des importations

En raison de la pandémie de coronavirus, les exportations algériennes ont drastiquement diminué durant l'année 2020, principalement les hydrocarbures (pétrole et gaz) qui représentent 98 % du volume total des exportations.

PAR AMAR AOUIMER

La France s'est positionnée au premier rang en tant que leader dans la commercialisation des produits algériens dans l'Hexagone en accaparant 14 % du total des exportations algériennes. En 2019, les échanges commerciaux de l'Algérie se sont élevés à 78 milliards dollars, en recul de 12 % par rapport à 2018.

"Les exportations algériennes ont atteint 36 milliards dollars en 2019 et ont reculé de 14 % sur un an. Cette contraction est essentiellement la conséquence d'une baisse du prix et des quantités vendues d'hydrocarbures, ces derniers représentant 93 % du total des exportations algériennes (39 % de gaz naturel, 37 % de pétrole brut et 17 % de carburants)", indique le Trésor français.

Cette même source ajoute que le reste des exportations du pays (-12 % en



2019) se composent de dérivés des industries pétrolières et gazières (engrais, ammoniac, huiles issus de la distillation des goudrons) et de produits agroalimentaires (dattes, sucre). "En 2019, la France était le 1<sup>er</sup> client de l'Algérie (14 % du total), devant l'Italie (13 %) et l'Espagne (11 %). Nettement plus diversifiées, les importations algériennes ont atteint 42 milliards dollars en 2019, en recul de 10 % par rapport à 2018. Les importations algériennes de cinq groupes de biens ont reculé en 2019 : les biens alimentaires (-6 %, principalement céréales et produits laitiers), les biens de consommation (-5 %, inclus médicaments et pièces automobiles), les biens d'équipements industriels

(-20 %) et agricoles (-19 %) et les biens intermédiaires (-6 %). Les catégories des biens bruts (+6 %, principalement soja, bois et fer) et des carburants (+33 %) ont, en revanche, vu leurs achats progresser entre 2018 et 2019, rappelle cette source. Quant aux pays partenaires exportateurs vers le marché algérien, la Chine était en 2019 le 1<sup>er</sup> fournisseur de l'Algérie (avec une part de marché de 18 %), suivie par la France (10 %) et l'Italie (8 %).

Conséquence d'une baisse des exportations algériennes plus importante que celle des importations, le déficit de la balance commerciale s'est accentué de 35 % en 2019, atteignant 6 milliards dollars. Le taux de couver-

ture (exportations/importations) était de 85 %, contre 90 % en 2018, précise le Trésor français.

A. A.

## DON DE LA BAD POUR LE BURUNDI 21 millions de dollars pour développer l'agriculture

La Banque africaine de développement (BAD) et le gouvernement du Burundi ont signé "deux accords de dons de 21 millions de dollars pour le développement durable des chaînes de valeur de l'agriculture et de l'élevage", a indiqué la BAD sur son site web. Les "ressources proviennent du Fonds africain de développement et de la Facilité d'appui à la transition".

Le don du Fonds africain de développement, d'un montant de treize millions de dollars, et celui de la facilité d'appui à la transition de huit millions de dollars sont destinés à financer le Projet d'appui au développement durable des chaînes de valeur de l'agriculture et de l'élevage au Burundi. L'objectif général du projet est de contribuer de façon durable à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à l'augmentation des revenus des populations du Burundi.

Les accords ont été paraphés par le ministre burundais des Finances, du Budget et de la Planification économique, Domitien Ndiokubwayo, et par le responsable-pays de la Banque africaine de développement au Burundi, Daniel Ndoye. Le ministre Domitien Ndiokubwayo a déclaré que ce projet s'inscrit en droite ligne avec les priorités définies par le gouvernement qui place l'agriculture et l'élevage au centre du développement du pays. En contribuant à un accroissement et à une diversification de la production agricole, le projet va permettre de stimuler la croissance économique et améliorer le bien-être des populations au Burundi.

Daniel Ndoye s'est réjoui de la bonne collaboration pour conclure ces accords, entre le Burundi et la BAD affirmant que ce "projet s'aligne sur le Document de politique agricole que le gouvernement a récemment adopté".

R. E.

SECTEUR PUBLIC MARCHAND

## L'État consacre près de 250 milliards dollars sur 25 ans

L'équivalent de près de 250 milliards de dollars a été alloué par l'État au secteur public marchand sur les 25 dernières années, a indiqué le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Prospective, Mohamed-Cherif Belmihoub.

Intervenant à l'émission *L'invité de la Rédaction* de la Radio nationale Chaîne III, Belmihoub a fait savoir que l'État a financé le secteur public marchand à hauteur de 250 milliards de dollars durant les 25 dernières années, soulignant que "le budget de l'État ne peut plus supporter les défaillances de certaines entreprises publiques".

Pour faire face à cette situation, le ministre a noté l'intérêt de mettre en œuvre une réelle réforme du secteur public, notamment en ce qui concerne les droits de propriété.

"Un État propriétaire intervient sur son entreprise par le capital et non par la subvention qui produit de la perversion. On est en droit de se poser la question pourquoi ces entreprises sont aujourd'hui sous capitalisées ?", s'est-il interrogé.

De plus, Belmihoub a plaidé pour une réflexion portée sur un nouveau

schéma, impliquant le redéploiement ou la restructuration de certaines entreprises publiques, "tout en réglant au préalable la problématique du droit de propriété pour définir le concept de l'Etat propriétaire d'une entreprise publique et le management à mettre en place dans ces entreprises dans le cadre de contrats de performance".

Pour l'intervenant, cela doit passer également par une plus grande autonomie pour ces entreprises leur permettant de prendre des risques. Il a fait observer à ce sujet que le projet de dépenalisation de l'acte de gestion allait dans ce sens.

Concernant l'amélioration des recettes publiques, le ministre a appelé à rationaliser la dépense publique, tout en élargissant l'assiette fiscale et en augmentant son rendement.

S'agissant de la création de richesses, Belmihoub a indiqué que les facteurs de succès se résument dans la gouvernance et la régulation. En outre, il a noté l'intérêt de faciliter la création d'entreprises, notamment celles de taille moyenne (ETI), en ôtant la bureaucratie avec l'appui de la numérisation.

En outre, le ministre a estimé que le marché doit constituer le principal élément de la régulation et non l'administration "qui doit contrôler et mettre les règles". Il a ainsi plaidé pour que la commande publique passe par le marché au lieu d'être octroyée directement aux entreprises publiques. "Il n'y a pas de meilleur facteur d'efficacité que le marché. C'est avec la concurrence qu'on peut avoir de l'innovation et une meilleure allocation des ressources publiques", a-t-il affirmé, ajoutant que le gré à gré doit constituer une exception et non pas la règle.

Par ailleurs, Belmihoub a fait savoir que le pays a besoin d'une croissance forte en sortant de la dépendance aux hydrocarbures et en s'attaquant au chômage qui augmente notamment chez les jeunes.

Il a énuméré un certain nombre de leviers de croissance pouvant être mis en œuvre au niveau de certaines activités traditionnelles mais également au niveau du secteur des mines, celui de l'industrie pharmaceutique ainsi qu'au niveau de l'industrie des énergies renouvelables.

NIGER

# Le bilan de l'attaque de 2 villages dans l'ouest du pays s'alourdit

*Le bilan ne cesse d'augmenter après les attaques menées dans 2 villages du département de Ouallam dans l'ouest du pays. On parle désormais d'une centaine de victimes.*

Selon le maire de la commune de Tondikiwindi, qui administre les villages ayant subi les attaques, il y aurait pour l'instant 70 morts à Tchombangou et 30 à Zaroumdareye, des chiffres également confirmés par le gouverneur de la région. Les deux villages sont situés à environ 120 kilomètres au nord de la capitale Niamey, dans la région de Tillabéry à la frontière du Mali et du Burkina Faso. Cette zone dite des - Trois Frontières - est une cible régulière pour les terroristes. On parle de deux colonnes de cen-



taines de terroristes venus à moto. Selon des sources concordantes, ce raid serait une vengeance suite à la mort de 2 éclaireurs des groupes, tués par les groupes d'auto-défense du village. Dimanche après midi, une délégation officielle menée par le Premier ministre Brigi Rafini et le ministre de l'Intérieur Alkache Alhada s'est rendue sur place afin de "soutenir moralement les populations". Le Président nigérien Mahamadou Issoufou a présenté ses condoléances aux popula-

tions de Tchombangou et Zaroumdareye cet après-midi. Dans un tweet, il a qualifié ces attaques "de lâches et barbares". "Je voudrais au nom du peuple nigérien et en mon nom propre adresser nos condoléances les plus émues aux populations de Tchombangou et Zaroumdareye, suite à l'attaque lâche et barbare de leur village. Que l'âme des disparus repose en paix et prompt rétablissement aux blessés", a-t-il tweeté.

Outre leurs condoléances, les officiels ont apporté des vivres et des médicaments aux populations. Selon plusieurs sources, tous les greniers de vivres des deux villages ont été incendiés par les jihadistes. Une véritable "politique de la terre brûlée", selon un observateur. Arrivés sur zone, plusieurs centaines de soldats des forces spéciales de l'opération Almahaou quadrillent le secteur. Des râtissages sont en cours.

Un officier général a décrit les terroristes comme "des gens déchainés, violents et sanguinaires". Il a ajouté : "Il faut les rechercher et les neutraliser. Il faut leur faire la guerre." Même si ces attaques ne sont pour l'instant pas revendiquées, le chef présumé de la bande, Maii Touwo, est connu des services de renseignements militaires : il s'agirait d'un natif d'un village voisin, issu de la même ethnie que celle qu'il a fait massacrer.

ESTONIE

## Revendication d'une région de Russie

Plusieurs parlementaires russes ont commenté les propos du président du parlement estonien Henn Polluaas, qui insiste pour que la frontière avec la Russie soit délimitée par le traité de Tartu de 1920, malgré l'existence d'un accord bilatéral de 2014 sur la frontière commune. Les récents propos du président du parlement estonien Henn Polluaas, qui préfère le traité caduc de Tartu de 1920 à l'accord de 2014 sur la frontière russo-estonienne, compliquent les relations entre les deux pays et risquent de provoquer une confrontation globale, ont déclaré ce dimanche 3 janvier plusieurs parlementaires russes.

"De telles déclarations entravent de plus en plus les perspectives de ratifi-

cation de l'accord sur la frontière russo-estonienne de 2014 et créent des tensions supplémentaires dans la coopération bilatérale et interparlementaire", a notamment indiqué Leonid Sloutski, chef de la commission de la Douma pour les affaires étrangères. Une autre parlementaire, Elena Panina, a qualifié les propos de M.Polluaas de déplacés avant de mettre en garde contre une aggravation de la situation internationale.

"Des forces influentes occidentales, qui considèrent les États baltes comme un instrument de pression sur la Russie, pourraient en profiter. Les pays baltes, et notamment l'Estonie, peuvent alors se retrouver au milieu d'une confrontation globale", a noté Mme Panina. Le premier chef adjoint

de la commission du Conseil de la Fédération (chambre haute) pour les affaires étrangères, Vladimir Djabarov, a pour sa part qualifié les revendications territoriales de Tallinn d'objectif impossible, puisque "personne n'en discutera avec" l'Estonie. Selon les amendements constitutionnels, il est interdit d'aliéner des parties du territoire russe. En 2020, M.Polluaas avait déjà appelé à appliquer le traité de Tartu et évoqué des différends territoriaux avec Moscou. Commentant sa déclaration, la Présidente estonienne Kersti Kaljulaid avait alors souligné que le pays était devenu membre de l'Otan à condition de renoncer aux revendications territoriales et de préserver les frontières apparues après la Seconde Guerre

mondiale. Le traité de Tartu de 1920 a notamment accordé à l'Estonie une partie de la région russe de Pskov à l'est de la rivière Narva. L'Estonie a perdu ces territoires à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les zones en question font désormais partie de la région de Léningrad, entourant la ville de Saint-Pétersbourg et limitrophe de l'Estonie et de la Finlande.

SYRIE

### 6 morts dans l'attaque d'un bus

Des terroristes ont attaqué un bus transportant des civils dans le gouvernorat de Hama, en Syrie, indique *Al Watan*. Au moins 6 personnes ont été tuées. Plusieurs civils ont trouvé la mort dans une attaque contre un bus dans le gouvernorat syrien de Hama, indique le journal *Al Watan*. Les faits se sont produits aux alentours de la ville de Salamyeh.

"Six civils sont morts dans l'attaque des terroristes contre un bus sur la route Salamyeh-Raqa", précisé le journal.

Selon les informations du média, l'attaque a eu lieu non loin du village de Wadi Ouzeib, où des combats entre l'armée syrienne et les djihadistes avaient éclaté précédemment. Un bus avait été attaqué le 30 décembre sur l'autoroute Deir ez-Zor-Palmyre, en Syrie. Au moins 28 civils avaient été tués et 13 blessés, selon l'agence syrienne *Sana*.

Agences

ÉTATS-UNIS

## Trump ne lâche pas prise

Donald Trump a fait pression sur le principal responsable des opérations électorales de Géorgie pour tenter d'obtenir qu'il modifie en sa faveur le résultat du scrutin présidentiel du 3 novembre dans cet État, selon l'enregistrement d'une conversation téléphonique que s'est procuré le *Washington Post*.

Donald Trump a demandé samedi à un haut responsable de "trouver" les bulletins de vote nécessaires pour annuler sa défaite dans l'État de Géorgie, au cours d'un appel diffusé dimanche par le *Washington Post*.

Cet appel téléphonique, passé samedi, constitue la dernière tentative en date de Donald Trump pour obtenir une

remise en cause de sa défaite à la présidentielle face à Joe Biden, un scrutin marqué, selon lui, par des fraudes à grande échelle même si toutes ses accusations ont été rejetées par les autorités des États et les autorités fédérales ainsi que par des dizaines de tribunaux saisis de recours.

Le *Washington Post* a mis en ligne dimanche des extraits de cette conversation d'une heure entre Donald Trump et Brad Raffensperger, secrétaire d'État de Géorgie, en précisant que le Président sortant avait "succesivement flatté, imploré et menacé ce responsable républicain".

Il ajoute que Brad Raffensperger et le directeur juridique de ses services ont

rejeté les demandes et les affirmations de Donald Trump pendant toute cette conversation et lui ont déclaré qu'il s'appuyait sur "des théories complottistes déjà démenties".

"Le peuple de Géorgie est en colère, le peuple du pays est en colère", a dit le Président sortant, selon l'un des extraits. "Et il n'y a rien de mal à dire, vous savez, euh, que vous avez recalculé", a dit Donald Trump.

"Tout ce que je veux, c'est ça : je veux simplement trouver 11.780 voix, ce qui fait une de plus que ce que nous avons.

Parce que nous avons remporté l'État", a ajouté Donald Trump.

FOOTBALL, TOUR PRÉLIMINAIRE DE LA COUPE DE LA CAF

# Match retour JS Kabylie-US Gendarmerie

Le 2<sup>e</sup> représentant algérien en Coupe de la confédération africaine de football, la JS Kabylie, auteur d'un résultat positif à l'extérieur lors de la manche aller, tentera aujourd'hui de finir le travail à la maison et valider son ticket pour la prochaine étape, à l'occasion de la réception de l'US Gendarmerie nationale du Niger, comptant pour le tour préliminaire retour.



PAR MOURAD SALHI

La JS Kabylie, sur une belle série, espère confirmer son succès décroché la semaine dernière au Niger (2-1) et, du coup, afficher ses ambitions pour aller le plus loin possible dans cette joute continentale. Le staff technique, à sa tête Youcef Bouzidi, appelle les joueurs à respecter l'adversaire et ne pas penser au travail accompli. Bouzidi, qui devrait diriger aujourd'hui son dernier match à la tête de la barre technique des Jaune et Vert, veut quitter en beauté, en offrant aux supporters une qualification au prochain tour de cette compétition continentale très importante.

"Par respect pour la JSK et l'Algérie, je serai présent lors de ce match d'une compétition internationale. Et puis, notre objectif consiste à l'emporter pour confirmer nos précédents résultats", a indiqué le coach du club phare du Djurdjura, Youcef Bouzidi.

Un avis largement partagé par son

adjoint Wahab Tizarouine. "Ces résultats positifs sont une preuve concrète du grand retour de la JSK. Désormais, nous tâcherons de confirmer ces résultats lors des prochaines sorties, toutes compétitions confondues", a indiqué le coach Tizarouine.

Même si la JSK partira favorite grâce à son avantage de 2 buts, il n'en demeure pas moins que les Nigériens vont certainement tenter de renverser la vapeur et déjouer les pronostics. Les adversaires, qui sont depuis presque une semaine dans la ville des Genêts, ne comptent rien laisser au hasard pour mettre en difficulté les Kabyles.

Les coéquipiers d'Arezki Hamroun sont avertis et une certaine méfiance doit être de mise pour éviter toute mauvaise surprise. "La qualification n'est pas encore acquise. Nous sommes appelés à confirmer chez nous. Les choses ne seront pas faciles, mais nous allons faire de notre mieux pour nous qualifier", a indiqué le

milieu de terrain Ammar El Orfi. Côté effectif, le staff technique devrait, encore une fois, se passer des services du gardien de but, Oussama Benbot, incertain en raison d'une blessure au niveau de la main. Le staff technique veut le préserver pour le prochain match du championnat face à l'USM Alger, comptant pour la 7<sup>e</sup> journée, prévu lundi prochain. Le jeune Hadid sera reconduit pour la quatrième fois de suite.

En revanche, Bouzidi pourra bénéficier des services de l'attaquant Zakaria Boulahia qui semble retrouver sa pleine forme. Ce joueur a été convoqué lors de la manche aller, mais il n'a pas bénéficié de la moindre minute de jeu. L'entraîneur ne veut pas prendre de risque.

Cette rencontre sera dirigée par un trio arbitral libyen conduit par Agha Mohamed, assisté de ses compatriotes Madjdi Kamil et Basm Saef El Nasr.

M. S.

GHEZZAL :

## "Mon expérience à la Fiorentina était magnifique"

Dans un entretien accordé au média italien *Fiorentina.it*, l'ailier international algérien Rachid Ghezzal a parlé de son ancien club avec lequel il a joué pendant un an sous forme de prêt par Leicester city.

"Quand Iachini est arrivé, je n'étais pas dans ses plans au début, j'étais hors de l'équipe, mais j'ai continué à travailler sans jamais abandonner. Après la fin de la première partie du Championnat, j'ai réussi à jouer une série de matchs et grâce au nouveau

rôle de milieu de terrain, j'ai prouvé mes qualités. Iachini a attiré beaucoup d'attention sur le plan défensif et a eu de bonnes relations avec les joueurs, une bonne personne en termes humains", a déclaré Ghezzal.

L'actuel joueur du Besiktas a ensuite évoqué sa relation avec Ribéry : "J'ai eu l'occasion de rencontrer Franck à la Fiorentina et nous sommes toujours en contact, il m'a beaucoup aidé et c'est aussi grâce à lui que j'ai pu retrouver mon niveau après la phase

aller. Aujourd'hui encore, avant les matches avec Besiktas, les mots qu'il me disait avant les matches pour me motiver me reviennent à l'esprit."

L'ancien de l'OL a terminé pour expliquer un regret : "Oui, bien sûr, j'aurais aimé rester à la Fiorentina, je me sentais bien dans cette équipe, nous avons bien terminé la saison. J'ai joué et je me suis beaucoup amusé sur le terrain. Malheureusement, les négociations entre les deux clubs n'ont pas débouché sur un nouvel accord."

CAF CL

## Djabou encore absent face à Sfax

Pour son match retour face à la formation tunisienne du CS Sfaxienne, mercredi prochain au stade Tayeb M'hiri, le Mouloudia Club d'Alger sera amoindri par l'absence de Djabou, toujours indisponible. L'ailier de poche algérien ne sera pas

le seul absent pour les mouloudéens puisque le milieu défensif ivoirien Isla Diomande, retourné chez lui pour renouveler son permis de travail, et le milieu offensif Mehdi Benaldjia, écarté par le staff technique pour "choix tactiques", seront,

eux aussi, indisponibles pour cette rencontre. En revanche, Nabil Neghiz va pouvoir récupérer son défenseur Rebiaï, remis d'une blessure au genou.

La délégation du Mouloudia va s'envoler aujourd'hui en direction de

la ville de Sfax pour disputer son match retour du deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions. A l'aller, les Vert et Rouge ont remporté la partie sur un doublé de Frioui (2-0).

ITALIE

## Blessé, Ounas sera absent face à Naples

Absents pour plusieurs matches en raison du Covid-19, Adam Ounas, n'a pas été convoqué par son entraîneur Di Francesco pour le premier match de la nouvelle année en championnat face à son ancienne équipe, Naples. Cette fois, l'international algérien ne souffre plus du virus mais d'une blessure.

En effet, Ounas, qui a repris la compétition avec son équipe avant la trêve en restant sur le banc face à l'AS Roma, a ressenti des douleurs ces derniers jours au niveau de ses adducteurs ce qui a obligé le staff médical de Cagliari à lui imposer une période de repos. L'international algérien devrait normalement être disponible pour la rencontre suivante.

Adam Ounas n'a été titulaire qu'à trois reprises cette saison en championnat, alternant entre les blessures et une contamination au Covid-19. Cagliari est 15<sup>e</sup> de Série A après 14 journées.

MERCATO

## Vers un départ d'El-Melali en prêt ?

La direction du SCO Angers pourrait décider de prêter l'ailier droit algérien, Farid El Melali, au mercato d'hiver selon les informations d'*Ouest-France*.

En manque de temps de jeu sous les ordres de Stéphane Moulin, le joueur formé au Paradou AC pourrait chercher à engranger de l'expérience au sein d'une nouvelle formation lors de la deuxième partie de saison. Sébastien Larcier, le directeur sportif du SCO, a évoqué la situation de Farid El Melali et des joueurs qui ne jouent pas beaucoup. "Je discute avec les agents des joueurs qui ont moins de temps de jeu et en voudraient plus. On pourrait s'attendre à voir des joueurs partir, en tout cas ceux qui nous font la demande", a confié le dirigeant angevin.

Pour rappel, Farid El Melali n'a eu droit qu'à deux titularisations depuis l'entame de l'exercice sportif en cours. Il ne s'est toujours pas montré décisif jusqu'à présent en Ligue 1.

**MINUTE PAR MINUTE**



21h00



Le mercredi 7 janvier 2015, les frères Kouachi pénètrent dans les locaux du journal satirique «Charlie Hebdo». Ils assassinent 11 personnes dont 8 collaborateurs du journal. Ils en blessent 11 autres avant d'achever durant leur fuite un policier blessé à terre. C'est la stupeur en France comme dans le monde entier, et le début d'autres attaques, notamment celle d'une supérette cacher à Paris, Porte de Vincennes. Un troisième terroriste tue alors quatre personnes avant d'être abattu lors d'un assaut du Raid et de la BRI. Il faudra attendre deux jours pour que les terroristes qui ont attaqué le journal soient à leur tour abattus, alors qu'ils s'étaient réfugiés dans une imprimerie.

**ÉVASION 2  
LE LABYRINTHE  
D'HADÈS**



21h00



Ray Breslin, spécialiste des systèmes de sécurité inviolables, a désormais monté sa propre équipe d'experts en protection. Hélas, l'un de ses associés est kidnappé par une mystérieuse organisation et envoyé dans une prison aussi moderne que secrète, Hades, où d'autres maîtres de l'évasion sont également retenus. Ray est déterminé à porter secours à son employé mais le défi est d'autant plus difficile à relever que cette fois-ci, il faudra réussir à pénétrer cette forteresse inviolable avant d'en ressortir.

**LES POUVOIRS  
EXTRAORDINAIRES  
DU CORPS HUMAIN**



21h00



À la découverte de toutes les clés pour améliorer notre sommeil, une activité qui nous est vitale. Comment fonctionnent nos nuits ? A quoi servent les cycles ? Pour y répondre, Adriana Karembeu et Michel Cymes servent de cobayes dans un centre du sommeil à Strasbourg. Ils se demandent comment s'endormir plus facilement et avoir un sommeil réparateur. Par exemple, en pratiquant une activité physique différente selon qu'elle est exécuté le matin ou le soir. Ils apprennent à débusquer dans notre alimentation les produits qui retardent notre endormissement et ceux qui le favorisent.

**100 % BIO**



21h00



Marie une sage-femme de 30 ans, apprend qu'elle est enceinte de son copain, un kiné du XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Elle décide aussitôt de filer au Pays basque pour annoncer la nouvelle à son père, Gabi, un charcutier basque. Thomas, qui n'a jamais été présenté à sa belle-famille, décide de saisir l'occasion pour lui faire une surprise et arrive sans prévenir à Sare, un village du Pays basque. Gabi découvre alors avec horreur que son gendre est végétarien ! Charcutier basque vs végétarien parisien, lequel convertira-t-il l'autre à son régime alimentaire ?



**LA SELECTION  
DU MIDI LIBRE**

**LES COULISSES  
DE L'HISTOIRE**



21h00



Le 8 mai 1945, l'Allemagne nazie est vaincue. Surmédiatisé, le procès de Nuremberg sonne quelques mois plus tard comme la promesse d'épurer l'Allemagne d'une idéologie dévastatrice. Mais cette tâche va rapidement relever du vœu pieux. Malgré leurs intentions initiales, les Alliés savent déjà qu'il sera impossible de - traiter - les millions d'Allemands qui ont gravité autour du parti nazi. L'irruption de la guerre froide fait bientôt passer la dénazification au second plan des préoccupations. Dès 1947, le nazi n'est plus l'ennemi à combattre : le communiste et le capitaliste le remplacent.

**LE GRAND BÊTISIER  
2020**



21h00



«Le grand bêtisier» propose un moment de rire et de bonne humeur. Au programme, les fous rires incontournables des animateurs préférés du petit écran, des candidats de jeux dans tous leurs états, des chutes magistrales, des problèmes techniques en pagaille, des dérapages, des stars qui se lâchent, des enfants incontrôlables ou encore des sportifs maladroits. Un florilège des moments télévisuels les plus drôles et les plus mémorables de l'année écoulée.

**LEGO MASTERS**



21h00



Les choses s'accroissent pour cette troisième soirée du grand concours Lego Masters. Désormais, toutes les épreuves sont éliminatoires ! Plus le droit à l'erreur pour les binômes encore en course : ils vont devoir faire preuve de toujours plus de créativité, d'originalité et de technique pour relever les défis lancés par les brickmasters Georg et Paulina. Défis qui ne vont pas manquer de piquant et de rebondissements cette semaine. Pour la première épreuve tout en gigantisme, les candidats auront pour mission de réaliser une super ville qui soit à leur image.

**S.W.A.T  
TRAFIC INHUMAIN**



21h00



L'équipe de la S.W.A.T. doit s'associer à une division chargée de la criminalité organisée de Los Angeles afin de retrouver un officier enlevé au cours d'une mission secrète ratée. Chris cherche à reconforter les parents du policier kidnappé car on leur interdit l'accès certains détails de l'enquête.

Web : www.lemidi-dz.com



Gérant : Reda Mehigueni  
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction  
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67  
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67  
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67  
publicite@lemidi-dz.com  
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP  
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :  
Centre : SIA Diffusion : Midi libre  
EURL Midi Libre  
au capital social de 12.000.000 DA  
Compte Bancaire :  
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16  
Adresse : 12 rue Fouzia Moulaha Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	06:29
Dohr	12:53
Asr	15:28
Maghreb	17:49
Icha	19:13

## FACE AUX VIOLATIONS MAROCAINES

# Le peuple sahraoui "frustré" par l'inaction de l'Onu

Le peuple sahraoui est frustré par l'inaction de l'Onu face aux récurrentes violations marocaines de l'accord de cessez-le-feu, a indiqué le représentant du Front Polisario en Australie, Kamal Fadel, déplorant l'obstruction au processus de règlement du conflit au Sahara occidental.

"La décision du Président sahraoui, Brahim Ghali, d'annuler l'accord de cessez-le-feu de 1991 est significative et témoigne de la frustration des Sahraouis face aux violations récurrentes de l'accord de cessation des hostilités de l'Onu par le Maroc et de son obstruction incessante au processus de règlement du conflit au Sahara occidental et à l'organisation du référendum d'autodétermination", a déclaré Kamal Fadel au cabinet d'avocats australien, Sydney Criminal Lawyers.

Selon le diplomate sahraoui, "l'inaction de l'organisation internationale et son apparente résignation face aux autorités marocaines", est à l'origine de cette frustration bien que le Sahara occidental soit classé territoire non-autonome et demeure toujours une question de décolonisation qui relevait de la responsabilité des Nations unies.

Le représentant du Front Polisario, soutient à ce propos que le Maroc souhaitait "maintenir le statu quo pour exploiter davantage les ressources du territoire, opprimer la population sahraouie et faire obstruction au processus de règlement du conflit au Sahara occidental de l'Onu en toute impunité".

M. Fadel rappelle, à l'occasion de cet entretien, que la Cour internationale de justice (CIJ), le conseiller juridique de l'Onu, la Cour européenne de justice et les hautes cours du Royaume-Uni et d'Afrique du Sud ont tous conclu que le Maroc n'a pas de souveraineté sur le Sahara occidental. Aussi, l'Assemblée générale des Nations unies a reconnu la présence du Maroc au Sahara occidental comme une occupation étrangère en 1979 et 1980. Toutefois, "la présence des Nations unies dans la région n'a pas réussi à contrôler les violations marocaines", a-t-il regretté.

"Malheureusement, l'Onu a été inefficace



sur le dossier du Sahara occidental, en raison du rôle de certains membres du Conseil de sécurité, comme la France, qui ont protégé le Maroc, permettant au régime de violer les accords qu'il avait signés, de faire obstruction au plan de règlement et de saboter le processus référendaire", a poursuivi le diplomate.

M. Fadel, reproche à ces pays dotés d'un droit de veto, de "faire passer leur intérêt personnel" avant la légalité internationale et le droit international et de permettre ainsi au Maroc de s'en tirer en toute impunité avec ses violations de la charte de l'Onu et de ses résolutions.

Par la même occasion, le représentant du Front Polisario a dénoncé la situation déplorable dans les territoires sahraouis occupés. "Les Sahraouis vivant dans les territoires occupés subissent l'oppression, le déni de leurs droits fondamentaux, la détention et la torture. Beaucoup sont toujours détenus dans les prisons marocaines depuis des décennies", a-t-il indiqué.

Il a soutenu que "l'action militaire reste - après 30 ans - la seule option pour faire pression sur le Maroc pour l'amener à la table des négociations", affirmant que le Front Polisario poursuivra "sa stratégie de guerre d'usure", après la reprise des affrontements au Sud-Ouest du Sahara occiden-

tal. A ce sujet, le diplomate sahraoui table sur une intensification en 2021 de l'action militaire.

"Les bombardements des bases militaires marocaines tout le long du mur de sable se poursuivent quotidiennement. Il est probable que l'action militaire se poursuivra et s'intensifiera à l'avenir", a-t-il fait savoir. Alors que les affrontements entre l'armée sahraouie et les forces marocaines se poursuivent, Amnesty International a rapporté le 30 novembre dernier que les militants sahraouis des droits de l'Homme "subissent une pression accrue" dans les territoires occupés.

De son côté, l'ONG Human Rights Watch a dénoncé dans son rapport du 18 décembre les violences exercées par les autorités marocaines pour interdire les manifestations pro-indépendance et empêcher les rassemblements soutenant l'autodétermination du peuple sahraoui.

Brahim Ghali, président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) avait mis fin à la trêve de 29 ans, le 13 novembre dernier, après que les troupes d'occupation marocaines ont lancé une attaque militaire contre des civils sahraouis qui protestaient pacifiquement à El Guerguerat contre la brèche illégale que les forces d'occupation avaient construite près de cette zone tampon.

ANCIEN DIRECTEUR DU JOURNAL

EL KHABAR

**Cherfi Rezki**

**tire sa révérence**

L'ancien directeur du journal arabophone *El Khabar* Cherif Rezki est décédé dans la nuit de dimanche à lundi à Tizi-Ouzou des suites d'un arrêt cardiaque à l'âge de 58 ans, a-t-on appris auprès de ses proches. Professionnel à la plume incisive, le défunt était journaliste sportif au quotidien *El Massa*, avant de devenir membre fondateur du journal *El Khabar* et son directeur de rédaction. Il sera, par la suite, le directeur de publication d'*El Khabar Hebdo*. Le défunt a été également chargé de la communication à l'Assemblée populaire nationale, des années durant. Il sera inhumé cet après-midi après la prière d'El Asr à Sidi-Naâmane, dans la wilaya de Tizi-Ouzou. En cette triste circonstance, le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a adressé ses sincères condoléances à la famille du défunt, à ses collègues et à l'ensemble des personnels de la corporation journalistique.

## EXTRADITION D'ASSANGE VERS LES ÉTATS-UNIS

# La justice britannique refuse



La justice britannique a rejeté lundi la demande d'extradition du fondateur de WikiLeaks Julian Assange vers les États-

Unis, qui veulent le juger pour espionnage après la publication de centaines de milliers de documents confidentiels.

L'Australien risque aux États-Unis 175 ans de prison pour avoir diffusé, à partir de 2010, plus de 700.000 documents classifiés sur les activités militaires et diplomatiques américaines, notamment en Irak et en Afghanistan. Les États-Unis reprochent au fondateur de WikiLeaks d'avoir mis en danger des sources des services américains, accusation qu'il conteste. Parmi les documents publiés figurait une vidéo montrant des civils tués par les tirs d'un hélicoptère de combat américain en Irak en juillet 2007, dont deux journalistes de l'agence Reuters.

La magistrate a justifié le refus d'extradition par la fragilité mentale de Assange. La juge a estimé qu'une extradition vers les États-Unis, probablement vers une prison de haute sécurité en atten-

dant son procès, faisait courir un trop grand danger à Julian Assange pour qu'elle accède à la demande américaine d'extradition.

La bataille judiciaire autour de l'Australien de 49 ans, devenu pour ses soutiens un symbole du combat pour la liberté d'informer, ne s'arrêtera sans doute pas là : la décision rendue par la juge Vanessa Baraitser est susceptible d'appel. Cette dernière a estimé que "les procédures décrites par les États-Unis ne vont pas l'empêcher de se suicider (...) pour des raisons de santé mentale".

Une audience doit se tenir dans l'après-midi pour savoir s'il doit être libéré. Ce jugement a été accueilli par une explosion de joie par la trentaine de manifestants réunis devant l'Old Bailey, qui se sont mis à crier et à s'étreindre. Le point levé, ils ont hurlé "Libérez Julian Assange" et "Nous avons gagné !".

BILAN CORONA

**237 nouveaux cas et 5 décès**

Deux cent trente-sept (237) nouveaux cas confirmés de coronavirus, 191 guérisons et 5 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, lundi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, le docteur Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 100.645 dont 237 nouveaux cas, soit 0,6 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2777 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 67.999, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 19 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 23 wilayas n'ayant enregistré aucun cas, alors que 6 autres ont enregistré plus de 10 cas.

Par ailleurs, 27 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir le docteur Fourar.